

# L'ÉCONOLIEN

Bulletin de liaison du Département de sciences économiques  
de l'Université de Montréal et de ses anciens et amis

Numéro 4  
Novembre 2001

## Mot de la rédaction

Lorsque parut, en octobre 1999, le premier numéro de *L'Éconolien*, la réaction d'un de nos lecteurs avait été : ' c'est peut-être utile, mais combien de temps cela durera-t-il? '. Eh bien, cela a duré puisqu'aujourd'hui vous avez entre les mains notre quatrième numéro. Nous croyons en effet avoir atteint notre vitesse de croisière. En témoigne le volumineux courrier que nous avons reçu ces derniers mois et qui nous a permis d'étoffer notre rubrique *Échos des anciens et amis!* Le présent numéro a aussi bénéficié d'une belle initiative : pour la première fois dans l'histoire de *L'Éconolien*, la rubrique *J'ai lu* n'a pas été rédigée par le rédacteur du bulletin, mais par un de nos collègues. C'est **Éric Renault** qui, malgré un horaire chargé l'amenant aux quatre coins du monde, s'est porté volontaire pour alimenter cette chronique littéraire. Nous l'en remercions et espérons que son exemple en inspirera d'autres, qu'ils soient enseignants à notre département, anciens ou amis. Nous vous souhaitons une agréable lecture.

André Martens en collaboration avec Suzanne Larouche-Sidoti



André Martens

## Mot du directeur

Y aurait-il un nouvel engouement pour les études en sciences économiques ? C'est ce que l'on serait porté à croire si on regarde l'évolution des nouvelles inscriptions dans les programmes de premier cycle en sciences économiques à l'Université de Montréal. En effet, nous avons accueilli 249 nouveaux étudiants dans nos divers programmes de premier cycle à l'automne 2001. Il s'agit d'une augmentation de 19,7 pour cent par rapport à l'automne 2000 et de 93 pour cent par rapport au creux de l'automne 1996. Le nombre des nouveaux inscrits à l'automne 2001 a même maintenant dépassé le sommet atteint à l'automne 1992. Compte tenu que la même progression se fait sentir ces dernières années dans les nouvelles inscriptions aux trimestres d'hiver, on atteindra possiblement un total de 400 nouvelles inscriptions pour les trimestres d'automne 2001 et d'hiver 2002 combinés. Un autre signe de l'attraction qu'exerce l'étude de la science économique est que tout près de 10 pour cent des étudiants étrangers inscrits au premier cycle à l'Université de Montréal le sont dans un programme de sciences

économiques. Ceux-ci constituent environ le tiers de tous les étudiants de premier cycle en sciences économiques. Quant à la maîtrise et au doctorat, les nouvelles inscriptions se maintiennent, avec une trentaine de nouveaux inscrits à la maîtrise et huit au doctorat à l'automne 2001, là également avec un très fort contingent d'étudiants étrangers. On peut donc constater que l'enseignement de la science économique est florissant à l'Université de Montréal.

Certes, ce constat dénote un certain regain de vie pour l'étude des sciences économiques, regain de vie que l'on pouvait d'ailleurs déjà constater ces derniers temps aux États-Unis. Mais une partie très importante de l'explication tient également au travail accompli par toute l'équipe de professeurs et du personnel non enseignant du Département afin de mettre sur pied de nouveaux programmes, de bien adapter les programmes existants, de les faire connaître et d'assurer aux étudiants un accueil chaleureux et un encadrement efficace. Maintenant que nos effectifs étudiants aux premier et deuxième cycles semblent stabilisés, nous déployons des efforts particuliers pour le recrutement de nouveaux étudiants au doctorat. Compte tenu de la qualité de la recherche qui se fait au Département et de la renommée internationale du corps professoral, ce qui nous place en tête de peloton dans le monde francophone et au Canada et en bonne position en Amérique du Nord, nous pouvons espérer attirer un plus grand nombre d'étudiants de qualité que nous l'avons fait ces dernières années. Divers moyens, que nous sommes en train de mettre en place pour mieux faire connaître notre programme partout dans le monde et assurer un financement adéquat aux étudiants admis, devraient nous aider à atteindre rapidement cet objectif.

Je termine en me réjouissant de l'intérêt croissant que vous manifestez pour *L'Éconolien*. Continuez à nous écrire en grand nombre pour nous donner de vos nouvelles. À quand une chronique entièrement sous la responsabilité d'un ancien ou ancienne du Département?

Gérard Gaudet

**In Memoriam : Benjamin ('Ben') Higgins  
[1912-2001]**

Le 3 octobre 2001, s'est tenu, à la chapelle de l'Université McGill, en présence d'une nombreuse assistance, un service à la mémoire de Benjamin Higgins, qui fut professeur, entre autres, aux universités McGill et de Montréal. **Eckhard W. Siggel** (M.Sc., 1971), professeur à l'Université Concordia et chargé de cours à notre département, en économie du développement, qui fut étudiant du professeur Higgins, a accepté de rédiger une courte biographie du disparu.

Le 31 mai 2001, le professeur Benjamin Higgins est décédé en Australie, pays où il avait choisi de prendre sa retraite avec son épouse, Jean, qui en était originaire. Il avait été professeur titulaire au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal de 1967 à 1973. La profession des économistes vient de perdre, avec celui qu'on appelait familièrement 'Ben', un des pionniers de l'économie du développement. Il avait consacré plus d'un demi-siècle de sa vie à l'étude du développement dans le tiers-monde ainsi qu'à celle du développement urbain et régional dans des pays aux niveaux de richesse les plus variés.

Né à London, en Ontario, en 1912, il reçut sa formation d'économiste à la University of Western Ontario (B.A.), obtint un M.Sc. à la London School of Economics et une maîtrise en administration publique à Harvard, pour compléter le tout avec un Ph.D. de l'Université du Minnesota. Il enseigna à Harvard, à l'Université du Minnesota, à l'Université McGill, au M.I.T., à l'Université du Texas, à l'Université de Yale, à l'Université de la Californie à Berkeley, à l'Australian National, à la Monash, à Melbourne ainsi qu'à Montréal et Ottawa, où il fut aussi vice-doyen de la recherche. Il reçut des diplômes honorifiques des universités McGill et de Melbourne et était membre de la Société Royale du Canada.

L'oeuvre du professeur Higgins inclut une vingtaine de livres, dont le plus connu est son magnum opus **Economic Development: Problems, Principles and Policies**, publié en 1958 par W.W. Norton, et qui servit de manuel dans de nombreuses universités, ainsi que deux douzaines de rapports techniques et plus d'une centaine d'articles dans des revues scientifiques. Durant les dernières années de sa vie il revint régulièrement au Canada comme conseiller à l'Institut d'études régionales de l'Université de Moncton. Jusqu'à la fin, il continua à faire de la recherche et à écrire.

Benjamin Higgins ne resta jamais dans la tour d'ivoire des universités. Il s'impliqua activement dans l'élaboration de politiques économiques, à titre de conseiller de nombreux gouvernements dont la liste inclut ceux du Canada, de l'Australie, des États-Unis, de la Libye, de l'Indonésie, de la Malaisie, en plus de ceux d'une dizaine d'autres pays. Au Canada, il dirigea la 'task force' pour le choix d'un nouvel aéroport de Montréal, et il conseilla les gouvernements du Québec et de l'Ontario en matière de développement régional.

Son expérience en matière de politique économique fut particulièrement fascinante pour nous, ses étudiants. Monsieur Higgins nous convainquit que la science économique n'est pas seulement intéressante en

*tant que discipline académique, mais qu'elle est aussi utile et nécessaire pour comprendre les phénomènes de la pauvreté et du sous-développement. Il nous enseigna que, pour être pertinente, l'analyse économique doit être compatible avec la réalité et accessible aux décideurs.*

*Comme un de ses étudiants de maîtrise à l'Université de Montréal, j'ai été très fortement influencé par la personnalité et le savoir du professeur Higgins. Je n'oublierai jamais les fins de semaine quand, invité à rejoindre sa famille dans les Laurentides, je discutais avec lui des problèmes des pôles de croissance régionale et des arbitrages entre l'inflation et le chômage, tout en marchant tous deux dans la forêt, chaussés de raquettes. Bien que je fusse nouveau dans le domaine, je n'avais jamais l'impression qu'il me donnait des leçons. Il essayait plutôt d'explorer avec son interlocuteur les problèmes fondamentaux. Et tous ceux qui l'ont connu se souviendront des mémorables parties qu'il aimait organiser. Sa joie de vivre et son amour de la nature sont aussi présents dans nos mémoires que son oeuvre.*  
**Eckhard W. Siggel**

## **A**u 6<sup>e</sup> étage!

Nous sommes le mardi 11 septembre 2001, quelques minutes après 9 heures du matin. La nouvelle tombe : plus de tours jumelles dans le ciel de New York, un Pentagone en flammes, etc. L'un l'a appris à la radio, l'autre a tenté, sans succès, d'appeler un de ses confrères new-yorkais, le troisième s'inquiète du sort d'un de ses proches qui travaille sur l'Île de Manhattan. Hébétés, choqués, abasourdis, nous sortons lentement de nos bureaux. Nourris surtout, discipline oblige, d'attentes rationnelles, nous sommes sans doute les moins préparés à faire face à ce genre d'événement. Les hypothèses fusent : le Hamas? Un coup du Mossad? Les intégristes chrétiens du sud des États-Unis? ..., etc. Les talibans n'entreront dans le paysage que plus tard dans la journée. Puis, quelques nouvelles rassurantes qui ne diminuent en rien l'horreur de la tragédie. Le confrère et le parent sont indemnes. **Renato de Grandmont** (M.Sc., 1995), son épouse, Beatriz, et leur fille, Mariana, qui vivent de l'autre côté de l'Hudson, dans le New Jersey, sont sains et saufs, bien qu'ils soient sans nouvelles de plusieurs de leurs amis qui travaillaient dans les bureaux du **World Trade Center**. Nos étudiants sont clairement traumatisés. Avec plus ou moins de succès, certains d'entre nous essaient de leur offrir des exutoires en sollicitant leurs commentaires sur l'impact économique, et par secteurs, s'il vous plaît, de l'attentat, ou sur leurs prévisions à long terme des loyers des immeubles commerciaux à New York. Les moins traumatisés ne sont pas nécessairement ceux prénommés Saloua, Ahmad ou Mamadou. Mais fidèle à sa dignité coutumière, la communauté de l'Université de Montréal ne fut pas, pour son bonheur et sa réputation, témoin de chasses à l'Arabe ou au Musulman. Notre cohésion culturelle et académique s'en trouva même renforcée. Finalement, apportant sa contribution à la campagne de lutte contre le désespoir, l'hebdomadaire de l'Université, **Forum**, annonça, en première page de son numéro du 29 octobre, que Michel Bertrand, professeur au Département de chimie, a mis au point un appareil, appelé pyrolyseur,

qui permet de reconnaître « en moins de deux » aussi bien l'antrax que l'E-coli ou le gaz lacrymogène. Il est vrai que le pyrolyseur coûte au bas mot 250 000 dollars, ce qui dépasse largement les possibilités budgétaires de notre département. Savoir qu'un tel appareil existe est néanmoins rassurant.

Revenons à des nouvelles plus conventionnelles, du moins pour nous. Notre collègue **Rodrigue Tremblay** (B.Sc., 1963), après une longue carrière à notre département où il a marqué, par son enseignement et ses écrits, la formation de centaines d'étudiants à l'étude des arcanes de la macroéconomie moderne, a décidé de prendre sa retraite au 31 octobre dernier. Cette retraite, on s'en doute, le connaissant, il ne l'a pas prise en catimini. Entre le 27 et le 30 mai, il a organisé, à Montréal, le congrès de l'Association internationale des économistes de langue française (AIELF) qui rassembla 229 participants de divers pays sur le thème *Mondialisation, emploi et répartition* et qui fut honoré de la présence de Bernard Landry, Premier Ministre du Québec. Nous apprenons aussi que **Rodrigue** vient de publier aux Éditions Stanké, à Montréal, un nouvel ouvrage, intitulé *L'heure juste*, dans lequel il fait une synthèse de la science économique, de la politique et de la morale dans un effort d'explication des événements contemporains. Nous ne nous attendons aucunement à voir **Rodrigue** prochainement 'accrocher ses patins'. Nous espérons le lire et l'écouter encore pendant longtemps comme le revoir au Département où un bureau lui est réservé. Rappelons que **Rodrigue** a également voulu souligner ses trente-cinq années de carrière à l'Université de Montréal en faisant un don au Fonds de développement du Département. Ce don a permis de créer le Fonds Rodrigue-Tremblay qui servira à reconnaître le mérite d'étudiants finissants en sciences économiques à l'Université de Montréal et à procurer une aide financière aux étudiants, nouvellement admis, provenant des cégeps du Québec. Un gros merci à Rodrigue pour ce généreux don. Nous invitons ses nombreux anciens étudiants, qui souhaiteraient montrer leur appréciation pour sa contribution à leur formation, à venir bonifier ce fonds.

**Jean-Guy Loranger**, lui aussi, est parti à la retraite, le 31 mai de cette année. Économiste de tendance radicale, utilisant les outils de l'économétrie et s'intéressant, dans sa vision des choses, à la monnaie, au marché du capital et à l'économie du développement, **Jean-Guy** a toujours apporté à notre département, avec un grand sens de l'humour, des idées en marge du courant dominant. Il a aussi satisfait le désir de beaucoup de nos étudiants d'en connaître plus en économie politique et en économie comparative. **Jean-Guy**, qui se dit seulement 'retraite d'enseignement', continue ses recherches et ne manque pas de venir fréquemment à son bureau au Département, qu'il partage d'ailleurs avec **Rodrigue**.

**Gérard Gaudet**, le directeur du Département, verra son mandat se terminer le 31 mai prochain. Il a décidé de ne pas se porter candidat à un renouvellement, ce que beaucoup d'entre nous auraient souhaité, désirant se consacrer à plein temps à son domaine de spécialisation qu'est l'économie des ressources naturelles et de l'environnement, où il est reconnu internationalement. Fin diplomate, **Gérard** fut notre infatigable représentant auprès de la direction de l'Université de Montréal,

permettant ainsi au Département de connaître une expansion remarquable tant du point de vue de l'effectif professoral qu'en termes du nombre d'étudiants. Véritable 'main de fer dans un gant de velours', mais invariablement attentif aux besoins des autres, il sut toujours résoudre les problèmes personnels, des professeurs comme des étudiants, préférant, dans beaucoup de cas, nous rencontrer dans nos bureaux plutôt que nous convoquer dans le sien, manifestant en cela un grand respect de tous. Nous souhaitons, à **Gérard**, bonheur et succès dans la poursuite de son activité scientifique. Le Comité de nomination du nouveau directeur, présidé par le Vice-doyen à la planification et aux technologies de la Faculté des arts et des sciences, **Luc Giroux**, et composé de trois professeurs du département, **André Martens**, **Benoît Perron** et **Francisco Ruge-Murcia**, ainsi que de deux professeurs extérieurs au département, **Robert Cléroux** de Mathématiques et Statistique et **Tania Saba** de Relations industrielles, a commencé ses consultations. Le prochain numéro de *L'Économien* vous offrira un portrait du nouveau directeur. C'est un secret de Polichinelle de dire qu'il existe déjà un excellent candidat au poste dont le nom est fréquemment cité.

Retraites, fin de mandat, mais aussi l'arrivée de nouveaux professeurs : **Jennifer** ('**Jenny**') **Hunt** (Ph.D., Harvard), **Lars Ehlers** (Ph.D., Maastricht) et **William** ('**Bill**') **McCausland** (Ph.D., Minnesota).

Ayant enseigné à l'Université de Yale, *Faculty Research Fellow* du prestigieux NBER, contributrice aux non moins prestigieux *Brookings Papers*, et nous en passons, **Jenny** est spécialiste de l'économie du travail et comble ainsi un vide à notre département, plusieurs professeurs dans ce domaine nous ayant quittés, ces dernières années, pour d'autres lieux. Elle s'intéresse particulièrement aux politiques de lutte contre le chômage, plus récemment, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, en transition vers l'économie de marché. Ceci lui a valu de recevoir à New York, en octobre dernier, le prix DAAD pour travaux de recherche exceptionnels sur l'Allemagne contemporaine, décerné par l'*American Institute for Contemporary German Studies*. Sans aucun doute, **Jenny** a fait une entrée remarquée à notre département.

**Lars** est un théoricien en microéconomie, choix social et appariement, l'appariement, pour ceux qui ne le savaient pas, comme nous d'ailleurs, étant le processus d'assortiment par paires d'individus et d'institutions, comme les étudiants et les universités ou les paysans et les fermes. Les domaines de **Bill** sont la microéconomie théorique et appliquée, l'économétrie bayésienne et l'économie financière. Ses recherches portent sur, d'une part, le développement des théories intrinsèquement aléatoires du choix économique et les méthodes d'inférence bayésiennes appliquées à celles-ci et, d'autre part, la mise au point de logiciels d'économétrie bayésienne pour les enseignants et les chercheurs. Un vrai programme de vie!

**Lars** et **Bill** améliorent actuellement de manière quasi exponentielle leur connaissance du français, ce qui permettra très bientôt de les lâcher dans les arènes de nos amphithéâtres.

Certains de nos collègues ne cessent pas de choquer une partie du grand public.

**Marc Gaudry**, directeur à notre université d'un groupe de recherche sur l'économie des transports, a conclu, dans une étude commanditée par la Société de l'assurance automobile du Québec et Transport Canada, qu'il existe, pour des raisons 'de nature hormonale', un risque d'accident routier accru lorsque la conductrice est en état de grossesse, ce qui lui a attiré l'ire de certaines féministes. **Marc** n'en est pas à son premier coup. Il y a plusieurs années, il avait établi que les facultés de conduite s'accroissent si le conducteur passe de l'abstinence à la consommation d'un verre, mais pas plus, d'alcool. (À l'époque, le rédacteur de *L'Éconolien* apprit la nouvelle d'une radio locale lorsqu'il se trouvait au volant de sa voiture dans l'Est de Montréal, ce qui le poussa à s'arrêter pour consommer une bière dans une taverne de quartier). Le problème pour les bonnes âmes, détractices des résultats de **Marc**, est que ce dernier s'appuie, sans exception, sur des analyses économétriques rigoureuses conduites par lui-même ou ses collègues et portant sur des périodes longues et pour un grand nombre de pays. Qui dirait mieux?

**Claude Montmarquette** (M.Sc., 1968) est président du Comité actuel de l'assurance-médicaments du Québec. Ledit comité est chargé d'évaluer les avantages et les coûts, pour la société québécoise, d'un régime universel public (comprenez obligatoire) d'assurance-médicaments. Volant la vedette sur les antennes de Radio-Canada à Ben Laden et aux candidats à la mairie de Montréal, **Claude** a été prié de démissionner de son poste de président par un ensemble de groupes sociaux, dont des syndicats. Ils ne seraient pas représentés sur le comité en question. **Claude** leur a rappelé deux choses. Tout d'abord, il avait accepté la présidence du comité à la condition qu'il s'agisse d'un comité d'experts dont la mission serait d'expliquer et d'évaluer plutôt que de revendiquer. Deuxièmement, les revendications sont connues et consignées dans des rapports que remirent les différents groupes sociaux à une commission parlementaire qui s'était penchée sur le problème. **Claude** suggère que l'on attende en toute sérénité le rapport final de son comité, sans polémiquer sur la place publique.

Avec moins de remous, l'ouvrage de Bernard Decaluwé, **André Martens** et Luc Savard, *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable*, publié par *Les Presses de l'Université de Montréal*, a été lancé, à Montréal, le 29 septembre dernier. Le lancement a eu lieu à l'occasion des Cinquièmes journées scientifiques du Réseau Analyse économique et développement de l'Agence universitaire de la Francophonie, organisées sur le thème *Économie de l'environnement et développement*, en collaboration avec le C.R.D.E. de l'Université de Montréal. Patrick Guillaumont, coordonnateur du Réseau et directeur du Centre d'études et de recherches sur le développement international de l'Université d'Auvergne, à Clermont Ferrand, fit la présentation du livre, avec son élégance et brio habituels.

Au titre des prix et bourses, soulignons, en premier lieu, que la première *Bourse des anciens et amis du Département de sciences économiques* d'une valeur de 3 000\$ a été attribuée à **Judith Hamel**. Rappelons que le Fonds

des anciens et amis du Département de sciences économiques a été créé à l'automne 1999, avec un capital initial provenant de dons antérieurs d'anciens et amis. Son objectif est d'apporter un soutien financier sous la forme de bourses au mérite à des étudiants admis à la maîtrise ou au doctorat en sciences économiques. **Judith** est la première récipiendaire de cette bourse. Elle termine présentement son baccalauréat bidisciplinaire en économie et politique au Département et y entreprendra sa maîtrise en sciences économiques dès le trimestre d'hiver prochain. Avant de venir à l'Université de Montréal, elle avait fait ses études collégiales au Collège Jean-de-Brébeuf.

La première bourse **Promo 2000**, créée par l'initiative de trois finissants du baccalauréat spécialisé bidisciplinaire en mathématiques et économie, Alexandre Debs, Étienne Gagnon et Julie Tousignant, a été attribuée à **Simon Landry**.



Yvan Saint-Aubin, Alexandre Debs, Benoit Perron, Simon Landry et Gérard Gaudet

La bourse de la **Fondation Maurice-Bouchard** a été décernée à **Catherine Fortier** et la bourse de la **Fondation Lise-Salvas** à **Francis Cortellino** et à **Sébastien Poirier**.

Le **Prix André-Raynaud**, récompensant le finissant qui a maintenu le meilleur dossier au cours de son programme de 1<sup>er</sup> cycle, a été attribué à **Philippe Hall**.

Les prix décernés aux trois meilleurs auxiliaires d'enseignement pour le trimestre d'hiver 2001 furent remis à **Judith Hamel**, **Simon Landry** et, pour la seconde fois, à **Anca Jurca**. Six étudiants se sont vu remettre des bourses d'excellence à l'admission aux programmes de premier cycle. Il s'agit de **Charles Boisvert**, **Vincent Boutet-Lehouillier**, **Ghislaine Geoffrion**, **Evelyne Giard**, **François Laferrière**, **Estelle Ouellet**, **Varvara Rakova**, **Caroline Reid Triantafillos** et **Martin Turgeon**. Les bourses d'excellence à l'admission au programme de maîtrise ont été attribuées à **Francis Cortellino**, **Simon Landry**, **Dominique Lemay** et **Sébastien Poirier**. Les bourses d'excellence à l'admission au programme de doctorat ont été décernées à **Élise Coudin**, **Prosper Dovonon**, **Jacques Ewoudou**, **Christian Felx**, **Pierre-Emmanuel Ferraton**, **Abderrahmane Sokri**, **Abderahim Taamouti** et à **Georges Désiré Tsafack Kemassong**. Les bourses attribuées à ces deux derniers l'ont été grâce à un nouveau programme créé par le Centre de recherche et développement en économie en collaboration avec le Département et les chercheurs.

Finalement, avec le concours de l'Association des étudiant(e)s en sciences économiques, le département a commencé sa campagne publicitaire, auprès des cégepiens. **Isabelle Gauthier** et **Vincent Millette**, étudiants de troisième année de bacc., sont allés présenter nos programmes, le 15 octobre, au collège Armand-Grasset. Notre collègue, **Benoit Perron**, accompagné de **Maurice Pelletier** et de **Dave Berthiaume**, respectivement président et vice-président à l'externe de l'Association des étudiant(e)s et étudiantes en sciences économiques de l'Université de Montréal (AESEUM), fera de même, en février, au collège Maisonneuve. Le collège Brébeuf est également sur la liste des établissements que nous



visiterons. D'autres cégeps voudraient-ils ouvrir leurs portes à nos « démarcheurs »? Qu'ils nous le disent.

Depuis l'année dernière, nos étudiants du baccalauréat spécialisé ont la possibilité de substituer à un cours de troisième année un stage supervisé de recherche auprès d'un professeur ou dans l'entreprise publique ou privée. Le premier stage de cette nature a été effectué, de juin à juillet 2001, par **Julie Aubut**, sous la direction de notre collègue, **François Vaillancourt**, et a abouti à un texte écrit par **Julie** et intitulé *Les politiques de la langue au Canada et aux États-Unis : impacts économiques*.

Cette formule de stage suscite un intérêt croissant auprès de nos étudiants et nul doute qu'elle est appelée à connaître beaucoup de succès.

## Échos des anciens et amis<sup>1</sup>

Il est toujours rassurant d'apprendre que nos anciens assurent la relève et ce, à plus d'un titre. C'est le cas de **Caroline De Guire** (M.Sc., 1996). Non seulement elle est directrice de l'Opération Relève technoscience et responsable des affaires publiques à l'Association de la recherche industrielle du Québec (ASDRIQ), mais a aussi donné naissance, le 19 avril 2001, à une charmante fille prénommée Morgane. Le père de Morgane, Emmanuel Bocquet, et **Caroline** vous invitent à contempler des photos de leur enfant sur le site <http://bocquet.dyndns.org:81/>

Il est aussi rassurant de savoir que nos anciens ont veillé à se construire un bel avenir. **Jean-Victor Côté** (M.Sc., 1986) a obtenu en 1992 son MBA aux HEC de Montréal et, en 2000, le diplôme de comptable en management agréé (CMA). Il travaille actuellement à son compte comme conseiller en préparation de plans d'affaires et suggère fortement à nos anciens, intéressés par la gestion, de suivre son cheminement.

Promotion attendue et amplement méritée, **Céline Gauthier** (Ph.D., 1994) a été nommée chercheur principal au Département des études monétaires et financières de la Banque du Canada. **Pierre Fernandez Galvan** (Ph.D., 1995) œuvre, quant à lui, à la Direction de Montréal et de l'Ouest du ministère du Travail du Québec. **Gabriel Rodriguez** (Ph.D., 2000) enseigne au Département d'économie de l'Université d'Ottawa. **Jurca Anca** (B.Sc., 2000), dont les qualités pédagogiques à titre de monitrice du cours et d'enseignante ont laissé des traces au département, est devenue agente de négociation de contrats à la direction d'attribution des marchés immobiliers du ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada. Parions que le hasard moral et l'anti-sélection feront partie de ses problèmes quotidiens. **Claudio Ramirez** (B.Sc., 1997), après trois ans passés au bureau de Washington de l'Organisation mondiale de la santé, a rejoint, comme conseiller en politique commerciale, le ministère des Affaires

extérieures et du commerce international à Ottawa. S'occupera-t-il du délicat dossier de nos exportations de bois d'œuvre vers les États-Unis? Si c'est le cas, nous lui souhaitons bonne chance, tenacité et patience.

Après 18 ans, comme enseignant à l'Université du Québec à Trois-Rivières, **Yvon Bigras** (Ph.D., 1986) est, depuis le 1<sup>er</sup> juin, professeur au Département Management et technologie à l'UQÀM. Avez-vous besoin d'un avocat? Adressez-vous à **Kether A. Shemie** (Majeur, 1994), spécialiste en droit civil et commercial, membre du Barreau du Québec depuis septembre 2001, et appelé à devenir, en hiver 2002, membre du Barreau du Haut-Canada (Ontario). Rappelons que **Kether** fut président de l'AAÉÉSÉUM en 1993-94 et que ses condisciples de l'époque, surtout ceux venant d'Afrique, le surnommaient 'Le Souverain'.

Hors du Canada, l'activité de nos anciens n'est pas moins intense. Rencontré à la réception du Grand Hôtel à Bamako, **Paul Lachance** (M.Sc., 1972). **Paul** est, selon ses termes, en 'retraite active', après une longue carrière à la section internationale du ministère des Finances du Canada, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et à la Banque africaine de développement (BAD), à Abidjan. Il accompagnait, à Bamako, une mission d'étude chargée d'évaluer l'impact des opérations et programmes financés par la BAD au Mali. Un calendrier chargé n'empêcha pas cependant **Paul** de s'évader quelques heures, durant son séjour à Bamako, pour diminuer son handicap sur un terrain de golf de la rive du fleuve Niger. Toujours à Bamako, **Emmanuel Barry** (B.Sc., 1999) a effectué l'été dernier, appelé 'hivernage' dans la région, un stage au bureau du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Fidèle à une tradition familiale, où la profession de médecin prévaut, **Emmanuel** a entrepris, à l'Université de Montréal, des études en santé communautaire.

Près du Mali, son pays d'origine, plus précisément au Togo, **Yoro Diakitè** (M.Sc., 1992) est actuellement macroéconomiste à la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) après avoir longtemps travaillé au bureau de l'ACDI à Bamako. Il est père de deux enfants, une fille de 8 ans et un garçon de 6 ans. En quelque sorte, voisin de palier de **Yoro**, **Thierry Gnassounou** (M.Sc., 1998) est au service de Cauris Investissement, une société financière régionale, filiale de la BOAD. Le nom de la société est joli : le cauri, ce coquillage des Îles Maldives, a longtemps constitué une monnaie d'échange en Afrique de l'Ouest. Dans le privé, à Ouagadougou, **Cheick Kader Yameogo** (B.Sc., 1997) dirige un groupe de sociétés, le groupe SOYAF, où il développe des liens de partenariat avec des investisseurs étrangers. Un de leurs projets est de monter une unité de production d'eau minérale au Burkina Faso. Nous souhaitons à cette eau burkinabè autant de succès qu'en a sa concurrente malienne, la Tombouctou. De passage au Burkina Faso, les anciens du département trouvent toujours un accueil chaleureux dans les hôtels de la chaîne RELAX dont est propriétaire le père de **Kader**.

En revanche, loin de l'Afrique, en Chine, **Antoine Mynard** (M.Sc., 1987) travaille à l'Ambassade de France à Beijing où il s'occupe, depuis 1997, des programmes de coopération France-Chine et des échanges scientifiques.

<sup>1</sup> Lorsque le nom d'un ancien est cité, apparaît entre parenthèses le dernier diplôme qu'il a obtenu au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et non pas le dernier diplôme qui lui aurait été octroyé par un autre département de notre université ou celui d'une autre université.

Les programmes de coopération scientifique cela le connaît puisque, de 1993 à 1997, il en eut la charge du Consulat de France à Montréal. Et non des moindres, **Antoine** nous annonce qu'il apprend le chinois.

En Europe cela bouge aussi. Amarrée, depuis plusieurs années, au bord de la Seine, **Isabelle Roy** (M.Sc., 1989) a quitté l'Ambassade du Canada à Paris pour s'en aller, toujours dans la Ville Lumière, à la Délégation permanente du Canada auprès de l'O.C.D.E. **Nathalie Girouard** (M.Sc., 1990) est aussi à l'O.C.D.E., mais dans des fonctions très différentes de celles d'**Isabelle**. Elle est à la Division générale de l'évaluation de la situation économique.

**Stefan Ambec** (Ph.D., 1999), après quelques temps passé comme chercheur post-doctoral à l'Université de Solerne, en Italie, est maintenant à l'Institut national de la recherche agronomique de l'Université de Grenoble. **Philippe Hall** (B.Sc., 2000) a obtenu sa maîtrise en économie du développement à la London School of Economics. Sa thèse, consacrée à la réforme du marché financier tunisien, a été retenue pour être publiée sur le site de l'école, dans la série des *Development Studies Institute Working Papers*. **Philippe** nous surprendra toujours. Il est, en effet, au bureau régional du PNUD, à Bratislava, en Slovaquie, où il prépare un rapport sur les politiques économiques et sociales à mettre en place pour faciliter l'intégration des populations tsiganes (les Roms) dans les différents pays de l'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants (l'ancienne URSS). Inutile de dire qu'il ne faudra pas s'étonner de le croiser un de ces soirs, au Café Sarajevo, à Montréal. **Miladin Djurisc** (M.Sc., 1998) est analyste en recherche opérationnelle à l'aéroport de Zürich, au bureau de partenariat en gestion des compagnies Swissair et Sabena. Peut-être, nous dit-il, et nous le comprendrions, au vu des avatars qu'ont connus ces deux sociétés, qu'il réorientera sous peu son plan de carrière.

Des nouvelles des États-Unis. **Paul Johnson** (Ph.D., 2000) est à Washington avec sa copine Isabelle. Cela fait plus de 16 mois qu'il travaille pour **Capital Economics** sur l'analyse des fusions d'entreprises en regard de la Loi Anti-Trust. Il est appelé, s'il ne l'a déjà été, au moment où nous mettons sous presse, à rejoindre le **Law and Economics Consulting Group**. Dans le message que nous avons reçu de **Paul**, il écrit qu'il trouve que le rédacteur de *L'Économien* a parfois 'un drôle sens de l'humour' (sic). Nous avons considéré cette remarque comme étant un compliment.

Également des promotions à Port-au-Prince. **Ronald Gabriel** (M.Sc., 1998) a été nommé adjoint au directeur du Département de la monnaie et des affaires économiques de la Banque Centrale d'Haïti tandis que **Paul Rudy Mentor** (M.Sc., 1998) s'est vu attribué le poste de directeur général de la Société caraïbéenne de la Banque d'épargne et de logement de ce pays.

Des anciens nous visitent. **Touhami Abdelkhalek** (Ph.D., 1995), toujours pétulant d'énergie et professeur à l'Institut de statistique et d'économie appliquée à Rabat, a enseigné à notre département, cet automne, le cours aux études supérieures en microéconomie du développement. **Jean Boivin** (B.Sc., 1995), présentement à l'Université Columbia, à New York, est venu nous présenter un séminaire sous la forme d'une

interrogation « *La politique monétaire est-elle devenue moins puissante?* Nous avons été heureux de revoir **Louis Hotte** (Ph.D., 1999) qui a fait, en septembre dernier, à Montréal, une communication intitulée « *Exploitation d'une ressource naturelle avec efforts de protection de la propriété exclusive* » aux Cinquièmes Journées scientifiques du Réseau Analyse économique et développement de l'Agence universitaire de la Francophonie. Comme annoncé dans un de nos précédents numéros, **Louis** enseigne aux Facultés Notre-Dame de la Paix, à Namur.

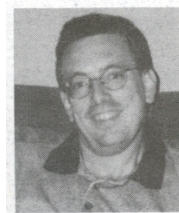
Nous ne pourrions clore cette rubrique sans féliciter **Robert Lacroix** (B.Sc., 1965), notre recteur, et **André-Pierre Contandriopoulos** (Ph.D., 1976). **Robert** recevra, en décembre, à Ottawa, le Prix pour une carrière exceptionnelle, décerné par la Conférence annuelle de la recherche sur les politiques publiques, qui honore les personnes qui ont contribué au développement et à l'évolution de la recherche sur les politiques et qui ont veillé à la qualité de cette recherche, à sa bonne gestion et à sa diffusion. **André-Pierre** a obtenu le Prix pour l'avancement de la recherche sur les services de la santé, offert par la Fondation canadienne des services de la santé. Il est professeur titulaire au Département d'administration de la santé de notre Université. Penseur et analyste sans complaisance, il a été de tous les débats sur les systèmes de santé au Canada et au Québec. Comme l'a souligné le comité de sélection du prix, **Pierre-André** 'par ses activités de formation et de mentor, travaille sans relâche pour la nouvelle génération de chercheurs'.

*Nos informations ne sont-elles pas à jour ou vous aimeriez qu'on parle d'autres ou de vous-même? Communiquez avec nous.*

## **U**n ancien nous reçoit

Après sept années de résidence en Afrique subsaharienne et des missions, qui ne se comptent plus, dans les Caraïbes et au Maghreb, **Marcel Monette** (M.Sc., 1983) reste convaincu que les économistes, toutes origines confondues, peuvent contribuer au développement des pays les moins favorisés de la planète.

- **Votre dernier voyage?**
- *En Tunisie, où j'y dirige la participation canadienne au Fonds de développement du secteur privé, projet dans lequel est impliquée la société de formation et de gestion montréalaise SOFEG à laquelle je suis rattaché à titre d'économiste*
- **Le goût de l'international, cela vous est venu tôt?**
- *Au départ, ce fut surtout le goût des voyages. En 1967 – j'avais 8 ans – se tint à Montréal, vous vous en souvenez, l'Exposition universelle. Alors que la plupart de mes copains préféraient les montagnes russes et les manèges de La Ronde, je consacrais tout mon temps à visiter les pavillons des différents pays. C'était mon **Disney World** à moi. En plus, j'avais un parent, l'oncle Roger, qui parcourait le monde,*



Marcel Monette

comme représentant de la *Noranda Copper*, et qui se faisait un devoir de nous envoyer religieusement des cartes postales de tous les pays où il faisait des affaires, l'ancienne URSS, la Chine de Mao, Hong-Kong, l'Inde, et j'en passe. C'est à moi qu'avait échu la responsabilité familiale de conserver les merveilleuses cartes dans une grande boîte, ce qui augmenta encore mon désir de découvrir d'autres horizons.

➤ **Votre famille, parlons-en.**

➤ Je suis originaire de Pointe-aux-Trembles. Mon père y tenait une assez grosse boulangerie. Ma mère était femme au foyer (je ne sais pas si l'expression est encore politiquement correcte). Nous étions six enfants. Très tôt, j'aidai mon père dans son commerce – il me payait et à un taux fort raisonnable – exerçant toutes les tâches possibles et imaginables, souvent de nuit : mitron, commis d'inventaire, livreur, etc. C'est de là, je crois, que m'est venu l'attrait pour le travail en équipe et aussi le souci que j'ai de bien choisir mes collaborateurs. Faire du pain en quantité industrielle exige en effet une planification soignée des tâches. Mais quelle ambiance conviviale, lorsqu'on est occupé à pétrir la pâte à côté du four, entouré d'odeurs appétissantes! Je m'en souviendrai à jamais.

➤ **Vous ne faisiez pas que du pain ou des brioches. Vous alliez à l'école.**

➤ Bien sûr! Je complétais mon primaire en cinq années à l'école Saint-Enfant-Jésus. Puis ce furent les collèges Roussin et de l'Assomption. Mon père m'en aurait d'ailleurs voulu de me voir faire l'école buissonnière. Il ne se lassait pas de me répéter, comme à mes frères et sœurs : 'ce que je peux vous laisser de mieux, c'est une instruction et une éducation'.

➤ **Après le collège, vous vous inscrivez au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal.**

➤ Oui, l'Université de Montréal était, pour un Pointelier comme moi, en quelque sorte un choix naturel.

➤ **Mais le Département de sciences économiques?**

➤ J'étais curieux des choses et des phénomènes de la société et ne pouvais pas concevoir qu'on pût les comprendre sans de solides connaissances en économie.

➤ **Vos études se déroulent évidemment sans problème.**

➤ Oui, au bac comme à la maîtrise avec en plus toutefois mon dessein qui se réalisait : œuvrer dans l'international. Ce fut d'abord avec votre collègue, Leonard Dudley, pour lequel je me lançai, en tant qu'assistant de recherche, dans l'estimation de fonctions de demande d'importation. Puis, il y eut votre inoubliable, du moins pour moi, appel téléphonique, un vendredi matin de mai 1983, où vous m'offriez de collaborer à la programmation d'un modèle de projection des agrégats de la comptabilité nationale mauritanienne, le modèle PACNM.

➤ **Vos vœux, en matière d'international, étaient donc exaucés.**

➤ Au début, pas exactement. Le C.R.D.E., qui était le maître-d'œuvre de ce projet de coopération avec le ministère du Plan de la Mauritanie, financé par le Canada, avait acheté pour les Mauritaniens un mini-ordinateur Hewlett-Packard sur lequel je devais programmer le modèle PACNM, le tout étant appelé à être transféré éventuellement à Nouakchott. Or, il n'y avait pas de Hewlett-Packard à l'Université de Montréal qui utilisait, s'en souvient-on, le système Cyber. Chaque jour, je devais ainsi, sur vos instructions, me rendre à Ville Saint-Laurent, où se trouvait un représentant de Hewlett-Packard, pour effectuer mon travail de programmeur. Cette banlieue de Montréal avait bien déjà un caractère cosmopolite, mais ce n'était pas encore l'Afrique à laquelle je rêvais.

➤ **Les choses changeront toutefois très rapidement et vous connaîtrez**

**l'Afrique de l'Ouest.**

➤ C'est vrai. Nous irons tous deux un peu après à Nouakchott afin de raffiner, avec nos collègues mauritaniens, les projections faites à l'aide du modèle PACNM, projections dont ils se servirent dans leurs négociations avec la Banque Mondiale. Ce fut aussi le Sénégal où nous fûmes chargés de l'organisation d'un séminaire pour cadres sur le calcul des dépenses récurrentes de fonctionnement et d'entretien de projets publics de développement. Je me remémorerai toujours notre bref arrêt, lors de ce voyage, aux Îles du Cap-Vert, en plein Océan Atlantique, où j'eus le coup de foudre pour la musique locale, mal connue à l'époque, du moins en Amérique du Nord. Cet amour des mélodies cap-verdiennes, mélange de fado portugais et de rythmes afro-américains, ne me quittera jamais. Encore la semaine dernière, j'ai acheté un nouveau disque de Cesaria Evora.

➤ **Nous fîmes aussi plus tard plusieurs missions en Tunisie.**

➤ En effet! Vous aviez commencé à vous intéresser, avec Bernard Decaluwé, de l'Université Laval, aux modèles d'équilibre général calculable et établi, dans ce domaine, une collaboration avec l'Institut d'économie quantitative de la Tunisie (I.E.Q.). Du côté canadien, l'équipe se composait, outre de nous trois, de Marie-Claude Martin, responsable de programmes au Centre de recherches pour le développement international à Ottawa, qui termine, ces jours-ci, son doctorat en administration de la santé à l'Université de Montréal, de **Francine Mayer** (Ph.D., 1980), professeure à l'UQÀM et d'**Isabelle Roy** (M.Sc., 1989) qui est, je crois, actuellement en poste à Paris, à la Délégation permanente du Canada auprès de l'OCDE. L'équipe tunisienne était dirigée par Nejib Bousselmi. Nous signerons d'ailleurs, en 1989, Nejib, Bernard, vous et moi un petit ouvrage, publié conjointement par l'I.E.Q. et le C.R.D.E., dans lequel on trouve une description de nos travaux en Tunisie, effectués à l'aide d'un

« Alors que la plupart de mes copains préféreraient les montagnes russes et les manèges de La Ronde, je consacrais tout mon temps à visiter les pavillons des différents pays ».

modèle d'équilibre général calculable baptisé Tanit, du nom de la déesse du commerce de l'ancienne Carthage. Le modèle avait servi à explorer l'impact de plusieurs des mesures de politique économique, qu'envisageait adopter le Gouvernement tunisien, dans le cadre de son programme d'ajustement structurel de la seconde moitié des années 80, comme la diminution des barrières tarifaires et non tarifaires ou la suppression des subventions aux prix des biens de première nécessité (pain, huile, etc.). Mais dans l'intervalle, en 1987, j'avais quitté le C.R.D.E. J'avais été accepté dans le programme de Ph.D. de l'Université de Western Ontario. Je dus cependant faire marche arrière ayant rapidement compris que des études de doctorat, avec mes responsabilités familiales, se seraient avérées trop onéreuses.

- **Des responsabilités familiales? Déjà?**
- *Oui. J'étais marié, depuis plusieurs années, à Maryse Bouchard que j'avais connue, dès mon enfance, à Pointe-aux-Trembles. Et nous avons deux enfants en très bas âge : Mathieu et Émilie. Si bien qu'en 1987, je pars, avec ma famille, pour le Mali où j'avais été recruté comme économiste par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). J'y serai responsable de plusieurs dossiers d'étude, dont celui de l'exploitation des phosphates, et d'appui institutionnel, notamment à la direction nationale du plan.*
- **Votre famille se plaira-t-elle dans ce pays pauvre et enclavé soudano-sahélien?**
- *Beaucoup! Il faut vous dire que mon épouse, comme moi, avait toujours eu la piqûre des voyages. En plus, elle est frappée de ce qu'on pourrait appeler le virus des langues étrangères et pas des plus faciles : non seulement l'espagnol, mais aussi le japonais auquel s'ajoute son intérêt pour les parlars négro-africains. Les enfants, de leur côté, ne furent pas insensibles à la chaleureuse hospitalité des familles maliennes que nous fréquentions. Les premiers mots que prononça Émilie furent d'ailleurs aussi bien bambaras que français. Elle devint également très vite une experte dans le roulement, au creux de la main, des boulettes de riz, comme le font les Maliens, tout en adoptant très naturellement les manières de table locales, ce qui déconcerta quelque peu ses grands-parents.*
- **Votre contrat avec le PNUD était de 2 ans. Mais vous restez à Bamako jusqu'en 1992.**
- *C'est exact. Après mon départ du PNUD, j'avais obtenu de l'Agence canadienne de développement international, l'ACDI, le poste de conseiller technique auprès du programme de restructuration des marchés céréaliers du Mali.*
- **De quoi s'agissait-il?**
- *À la fin des années 1970, le marché céréalier du Mali (riz, sorgho, millet) était entièrement étatisé. Par l'intermédiaire de l'Office des produits agricoles du Mali, l'État avait le monopole de l'achat aux paysans et le monopole de vente aux consommateurs. Ce système, hérité de l'époque du premier président du pays, Modibo Keïta, grand admirateur des*

*méthodes de gestion socialiste, désavantageait surtout les producteurs ruraux. Le programme de restructuration, auquel je fus associé, mettra en place la privatisation du marché local des céréales avec comme source de financement des fonds de contrepartie générés par l'aide alimentaire et ce, en coopération avec le Gouvernement du Mali et d'autres bailleurs de fonds. Nous introduirons également des financements nouveaux, notamment en matière de crédit aux commerçants céréaliers, tout en mettant sur pied un système d'alertes précoces, principalement en cas de sécheresse.*

- **Cela a-t-il fonctionné?**
- *Oui, je crois que ce ne fut pas loin d'être un succès et le programme préfigura ce qu'on appelle communément aujourd'hui les SWAPs ou **sector-wide approach projects**.*
- **Après le Mali, toujours l'Afrique subsaharienne?**
- *Mais l'Afrique centrale cette fois, à Yaoundé, au Cameroun, où je rejoins en 1992, comme conseiller technique, l'Unité d'appui au programme de l'ACDI. Nous resterons dans ce pays fascinant jusqu'en 1994. Nous y revîmes d'ailleurs **Isabelle Roy** (M.Sc., 1989), jeune diplomate canadienne dans la capitale camerounaise, et son sympathique conjoint, Michel Gris.*
- **Le retour au Canada en 1994, après 7 ans d'Afrique, ne fut-il pas trop pénible?**
- *En général non, bien que rétablir un réseau de relations sociales prenne du temps. D'autre part, une certaine lassitude de l'Afrique s'était installée. Il était temps de revenir à la base.*
- **Pas pour longtemps! Puisque vous repartez rapidement en missions courtes, non seulement en Afrique, entre autres au Bénin, au Burkina Faso et au Rwanda, mais aussi en Jamaïque.**
- *C'est vrai, je le fis d'abord à titre de consultant individuel, ensuite pour le cabinet montréalais Étude Économique-Conseil et, depuis 2001, avec SOFEG. Pour laquelle j'avais déjà travaillé de 1996 à 1997. Entre-temps j'avais retrouvé mon enthousiasme et ma motivation, stimulé, entre autres, par le souvenir de beaucoup de ceux avec qui j'avais œuvré, Africains et non Africains, et dont la plupart avaient gardé la foi dans le développement international malgré les vicissitudes et les difficultés quotidiennes. Je pense en particulier au Représentant résident, à mon époque, du bureau du PNUD à Bamako, un Belge, malheureusement décédé depuis. Ma participation actuelle à l'expansion du secteur privé en Tunisie m'a aussi permis de fermer au moins une boucle : collaborer avec des économistes tunisiens, maintenant hommes d'affaires, exportateurs de dattes ou conseillers en informatique, que j'avais connus comme économistes du secteur public lors de mes premières missions dans ce pays.*
- **Des projets personnels?**
- *Inviter ma fille à m'accompagner lors d'un prochain voyage de travail au Burkina Faso. Âgée de 16 ans, Émilie est tellement impatiente de revoir cette partie du monde liée à sa plus tendre enfance. Aussi faire découvrir à mon épouse et à mon fils l'Afrique du Nord, qu'ils ne connaissent pas, et plus*



particulièrement la Tunisie. À plus long terme, une fois les enfants scolarisés, il n'est pas inconcevable que Maryse et moi décidions de repartir sous d'autres cieux, mais là pour longtemps.

- **Un conseil pour nos étudiants?**
- Ne vous bornez pas à fréquenter les professeurs qui enseignent l'économie. Veillez aussi à rencontrer ceux qui pratiquent l'économie, comme les entrepreneurs et les gestionnaires.

André Martens

## Un prof nous parle

Alors que la plupart des hommes de sa génération n'ont d'autres horizons que la clôture de leur jardin ou la pelouse d'un terrain de golf, notre collègue, **Fernand Martin**, continue à enseigner, à notre département, l'évaluation des projets et la finance, y dirige actuellement, dans leurs travaux de recherche, pas moins de cinq étudiants de maîtrise, peaufine les épreuves de ses articles scientifiques en voie de publication et accorde régulièrement aux médias des entretiens sur des dossiers « chauds » qu'il a étudiés, dont celui, récemment, de la fusion des municipalités. Comme si cela ne suffisait pas, il se fixe, à chaque lustre, de nouveaux défis de recherche.



Fernand Martin

- **Votre venue à l'économie, et ultérieurement à l'enseignement universitaire, n'a rien d'un parcours qu'on pourrait qualifier de classique.**

➤ C'est le moins qu'on puisse dire! En effet, à l'âge de quatorze ans et demi, nous étions en 1939, je quitte, nécessité matérielle oblige, l'école de St-Hyacinthe, ma ville d'origine, avec en poche un simple diplôme du primaire, pour aller m'employer, comme commis de bureau, dans une usine de conserverie du lieu et, plus tard, dans une fabrique de production de bottes militaires. Ce sera ma première incursion dans l'entreprise privée et elle durera trois ans jusqu'au jour où je demandai une augmentation de salaire – je gagnais 10 dollars par semaine – à mon employeur qui me rétorqua « Mon petit gars, pour gagner plus, il est nécessaire d'en savoir plus ». Il ne fallut pas davantage pour que je m'inscrive à l'École technique des textiles de St-Hyacinthe avec comme objectif de devenir « designer » industriel.

- **Si bien que les belles dames de l'époque portèrent rapidement vos créations.**

➤ Pas du tout! Je n'avais aucun talent pour ce genre de métier. Je délaissai très vite l'école en question pour suivre un cours par correspondance en comptabilité. Enrôlé comme volontaire dans l'armée de réserve en 1943, je fus, à mon grand soulagement, rétrogradé au poste de cantinier, ce qui me permit de me consacrer, en toute quiétude, à mes études de comptable, durant les longues heures que passaient mes copains à s'exercer sur le champ de tir au lieu de boire la bière

que je leur vendais. Entre-temps, mon père, à peine scolarisé, mais combien au fait des tendances du marché, avait ouvert, dans notre ville, un magasin de musique où il proposait à ses clients instruments, partitions, postes de radio et disques. C'était la fin de la Seconde guerre mondiale et les gens, après des années de privations, voulaient s'amuser. Quoi de mieux que la musique! Tout naturellement, je devins le financier, si l'on peut dire, du négoce familial, fonction que je conservai pendant longtemps, bien qu'avec l'expansion du magasin nous dûmes aussi faire appel, de par la loi, à des comptables agréés indépendants. L'un deux me dit un jour, voyant mon désir d'aller plus loin: « Tu sais, il existe une nouvelle profession, dont on dit beaucoup de bien, celle d'économiste ».

- **Nous y voilà!**

Oh, pas encore! Ce ne fut pas aussi simple. Après un an à l'Académie du Québec où un de mes oncles, habitant la Vieille capitale, m'avait conseillé de m'inscrire, toujours dans la perspective de me voir devenir un « vrai » comptable, ce que je ne devins jamais, j'entraî, en 1948, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, qui venait d'être fondée par le célèbre Père Lévesque. J'espérais y obtenir une formation d'économiste. Je déchantai très vite. Cette faculté formait plutôt des travailleurs sociaux et, en plus, était le lieu où les familles aisées de l'époque envoyaient leurs enfants les moins doués dans le but de leur faire acquérir un certain vernis universitaire. C'était aussi un endroit d'intense parlote, à connotation socio-philosophique, voire religieuse, ce qui n'était pas du tout mon genre.

- **Décidément, vous étiez difficile à contenter.**

➤ Peut-être, mais cela changea rapidement. L'année suivante, en 1949, sur les conseils d'un Monsieur Lamontagne, qui devint plus tard un de nos sénateurs les plus respectés, je soumetts mon dossier de demande d'admission au baccalauréat en sciences économiques de l'Université McGill. Malgré mon peu d'enthousiasme pour la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, j'y avais toutefois obtenu d'excellentes notes, ce qui fera que les gens de McGill m'accepteront en deuxième année du **honours programme** en économie. Les « vedettes » qui y enseignaient, à la

« J'ai compris très vite que les politiciens, lorsqu'ils s'engagent dans ces vastes projets publics, ne désirent que mettre en relief le maximum d'impact et créent ainsi ce que j'ai appelé 'le mirage des retombées économiques' »

fin des années 40, s'appelaient Asimakopoulos, Beach, Keirstead, Schwartzman, Weldon et Wright. Détail amusant dont je me souviendrai toujours, ce dernier, afin de surmonter les problèmes fréquents de discipline qu'il rencontrait en salle de cours, n'hésitait pas à brandir une lettre que lui avait adressée John Maynard Keynes lui-même et qu'il portait toujours sur lui. Earl F. Beach deviendra, plusieurs années plus tard, le directeur officiel de ma thèse de doctorat.

- **Vous aviez aussi, je crois, progresser dans votre vie sentimentale?**

➤ Hé oui! À cette époque, parallèlement à mes études, je remplissais, à deux dollars la tâche, les formulaires

que devait régulièrement soumettre une chapelière de St-Hyacinthe à l'administration du fisc pour le paiement de la taxe de vente. Elle avait, pour mon bonheur, une charmante fille, prénommée Solange, qui devint mon épouse et dont j'eus un fils, André-Robert. Celui-ci, titulaire d'un diplôme en urbanisme de la New School of Social Research de New York, travaille actuellement dans cette ville pour un cabinet de consultation spécialisé dans la location et l'achat d'espaces industriels et commerciaux. Mais au terme de mon baccalauréat à McGill, l'avenir matériel avait aussi commencé à me sourire.

➤ **Un héritage?**

Non, non! Le fait est, qu'au début des années 50, la télévision avait fait son entrée dans les ménages québécois. Mon père, toujours à l'affût des préférences des consommateurs, se mit aussitôt à vendre, dans son magasin, des téléviseurs en plus des autres articles de musique. Dans la région de St-Hyacinthe, nous étions quasiment en situation de monopole. Inutile de dire que les profits étaient juteux. Ceci me permit d'acheter, ô bien suprême, une voiture de marque Chevrolet et de faire de belles économies. Mon revenu équivalait presque à celui d'un professeur d'université. Ceci me poussa aussi, une fois le baccalauréat obtenu en 1952, à interrompre à nouveau mes études pour me consacrer au commerce familial, en pleine expansion, et ce jusqu'en 1957.

➤ **À cette époque aussi, nous dit-on, vous devenez musicien ambulant.**

➤ On a beaucoup exagéré la chose. De fait, au début de la vingtaine, j'ai participé, en tant que comptable, avec un chanteur québécois de style « country » qui devint célèbre ici, Willie Lamothe, à des tournées dans la région organisées par mon père. À ce moment-là, Willie jouait de la guitare et chantait en français et en anglais des airs de « cowboy » venus des États-Unis. Il faisait alors partie d'un petit orchestre où mon père jouait du violon. Mais je l'avais connu auparavant avec un autre groupe où mon rôle était de vendre des billets et faire de menus travaux. Lors de la première représentation, qui fut aussi la dernière, je dus remplacer, au pied levé, ce que je fis très mal, le pianiste de la formation. Je fis alors danser Willie, qui était aussi un danseur à claquettes, sur l'air de Tea for Two. D'où la légende.

➤ **En 1957, vous retournez à McGill pour y faire votre maîtrise.**

➤ C'est exact. La rente monopolistique que nous tirions de la vente de téléviseurs s'était considérablement amincie suite à la venue de concurrents dans la région. En outre, j'avais de l'argent en banque et je pouvais me permettre de revenir sur les bancs de l'Université.

➤ **À quoi avez-vous consacré votre thèse de maîtrise?**

➤ Vous devriez vous en douter, à l'économie du commerce de détail. Plus précisément, me basant sur les contributions en économie spatiale de Lösch et d'autres, j'introduisis la dimension de l'espace dans l'analyse de la concurrence monopolistique. C'est comme si j'avais « spatialisé » Chamberlin. Ce n'est

plus original de nos jours, mais cela l'était, du moins je le crois, au milieu du siècle dernier.

➤ **Puis ce fut le doctorat. Toujours à McGill.**

➤ « Toujours à McGill », c'est ce que souligna Earl F. Beach qui me conseilla, sous peine que je sois accusé d'avoir une expérience académique en vase clos, d'aller m'aérer à l'étranger. C'est ainsi que, laissant femme et enfant au pays, je pris le bateau pour la Grande-Bretagne où j'aboutis, grâce à une bourse du Conseil des Arts du Canada, à la prestigieuse **London School of Economics**. Ce fut une des périodes sinon la période la plus intense de ma vie intellectuelle. J'y suivis notamment le séminaire donné par rien de moins que Lord Lionel Charles Robbins, qui avait connu une carrière remarquable, durant l'entre-deux-guerres, comme l'un des principaux défenseurs du libéralisme économique. Historien, philosophe social et économiste fécond, Lord Robbins s'était cependant peu frotté aux mathématiques qui commençaient à prendre une large place dans l'analyse économique. Désireux de combler cette lacune, ou plus exactement de comprendre ce que le langage mathématique pouvait apporter de plus au raisonnement des économistes, il eut l'intuition géniale de nous faire lire et commenter l'excellent ouvrage de Dorfman, Samuelson et Solow, qui venait d'être publié par McGraw-Hill en 1958, **Linear Programming and Economic Analysis**. Émerveillés, nous apprîmes, grâce à ce livre d'une très grande rigueur, à donner un contenu véritablement opérationnel aux concepts économiques que nous avions jusque-là vus, de manière plutôt abstraite, comme l'isoquant de l'entreprise ou l'équilibre général, qu'il fût de Leontief ou d'essence davantage néoclassique. L'isoquant n'avait certes plus la belle courbure de nos manuels d'introduction, mais était maintenant constitué d'une succession de segments linéaires. Par contre, moyennant l'utilisation des techniques de programmation paramétrique, nous étions dorénavant à même de le construire avec des données numériques, ce qui nous ravissait. Comme le résuma si bien une des participantes au séminaire, en des termes on ne peut plus directs, « **We have nothing to lose but our curves** ». Mon directeur de recherche à la LES fut un professeur du nom de Ozga. Je commençai avec lui une thèse volumineuse sur la théorie de la firme, qui incluait les nouveaux courants de pensée et la programmation, véritable somme qui me valut, en 1962, le titre de docteur en sciences économiques de l'Université McGill. Impénitent, je profitai aussi de mon séjour en Grande-Bretagne pour exporter vers le Canada des accordéons allemands, de marque **Hohner**, qui, vous le devinez, furent mis en vente par mon père, évitant en cela les marges commerciales substantielles que prélevaient au passage les distributeurs patentés. Entre-temps, j'avais traversé la Manche pour aller à Paris. J'y rencontrai, alors qu'il était étudiant, celui qui devint un de nos plus grands politologues, Vincent Lemieux. Vincent me dit : « Ne visite pas ici les départements d'économie des universités. Ils sont intégrés aux facultés de droit et ne produisent rien de sérieux. Va plutôt du côté des grandes écoles. C'est

là que les choses se passent ». C'est ainsi que j'eus le privilège d'écouter, dans ces grandes écoles, des maîtres aussi fascinants que Boiteux et Malinvaud, bien différents des économistes universitaires, surtout littéraires et un peu fumeux, que nous envoyait la France à cette époque. Revenu au Canada, je quittai rapidement le Québec, avec ma famille, pour aller enseigner dans l'Ouest canadien, à l'Université du Manitoba, à Winnipeg, et à l'Université du Saskatchewan, à Saskatoon.

- **En 1962, vous rejoignez notre département.**
- C'est exact. J'avais hésité cependant. L'université d'Atlanta m'avait fait une fort belle offre. Mais mon intuition me dictait de venir à l'Université de Montréal où j'avais l'impression que je pourrais bénéficier de la collaboration de collègues, dont en économétrie, pour la suite de mes recherches, ce qui se concrétisa d'ailleurs, comme en témoigna l'excellente relation de travail, qui aboutit à des publications conjointes, avec mon collègue **Marcel Dagenais** dont nous avons déploré le décès il y a quelques mois.
- **Professeur, chercheur et conseiller, vous vous intéressez successivement ou simultanément, selon le cas, à l'économie urbaine et régionale, au développement économique, à l'impact des investissements publics, à l'analyse avantages-coûts sans oublier votre intérêt récurrent pour la finance en général. Comment expliquer cela?**
- Tout simplement, la demande du marché et aussi des circonstances fortuites. Prenons le cas de l'économie urbaine. Dans les années 60, le président d'Alcan, en collaboration avec les syndicats et les universités McGill et Montréal, avait mis sur pied le **Labour College of Canada**, destiné à donner une formation complémentaire, surtout en économie, à des travailleurs syndicaux. S'ils voulaient savoir ce qu'était l'inflation, on leur parlait d'inflation, etc. Il faut se rappeler que les syndicats de l'époque étaient en mal de respectabilité, désireux qu'ils étaient de troquer le maniement du bâton de base-ball, qui ternissait leur image, pour des techniques de négociation structurée. Cette activité parallèle de formateur de syndicalistes me permit de visiter un grand nombre de villes canadiennes, et aussi américaines, dont j'observai la structure et le développement, d'où ma nouvelle vocation d'économiste urbain. Pour ce qui est de l'économie régionale, mes seniors dans la profession, **Benjamin Higgins** et **André Raynauld**, me firent l'honneur de m'inviter à m'associer à eux dans une vaste étude, commanditée par le ministère de l'Expansion régionale du Canada, sur le développement du Québec. Il en sortit, en 1970, le rapport Higgins-Raynauld-Martin qui, véritable pavé dans la mare, recommandait de concentrer les ressources existantes sur l'expansion de Montréal, rivale de Toronto, plutôt que sur le développement de la lointaine Gaspésie, choix qui est encore d'actualité dans une large mesure. Le développement économique m'amena aussi à participer au premier projet d'envergure qu'eut en Afrique le C.R.D.E., créé en 1970 par notre

collègue **André Raynauld**. Il s'agissait d'établir les perspectives économiques du Niger. Quelle aventure! L'analyse de l'impact de grands projets, comme la construction des ponts ou l'adoption du système des conteneurs, m'occupa également, ainsi que vous l'avez souligné. Je m'en détournai cependant assez rapidement. Je compris très vite que les politiciens, lorsqu'ils s'engagent dans ces vastes projets publics, ne désirent que mettre en relief le maximum d'impact et créent ainsi ce que j'ai appelé « le mirage des retombées économiques ». Or, un tel mirage coûte souvent très cher au contribuable comme je le montre, dans un article à être publié prochainement dans le **Journal of Urban Affairs**, lorsque les gouvernements veulent attirer sur le territoire, à grand renfort de subventions, le siège d'organisations internationales sans but lucratif telle l'Agence mondiale antidopage dont on a annoncé, en août dernier, l'ouverture à Montréal. Cette attitude, celle du 'mirage', perdue malheureusement de nos jours chez nos gouvernants même si j'ai eu le plaisir de constater récemment que certains de leurs hauts fonctionnaires, dont quelques-uns furent mes étudiants, portent un jugement beaucoup plus sobre, car mieux informés, sur les projets en question. L'analyse d'impact est en outre fondée sur une méthodologie relativement mécanique, celle-ci ignorant, par exemple, les distorsions dont souffrent fréquemment les prix macroéconomiques, que ce soit le salaire, le taux de change extérieur ou le coût du capital. L'initiation à l'analyse économique avantages-coûts, où de telles distorsions sont corrigées, moyennant l'utilisation de prix de référence, aussi dits d'ombre ou implicites, qui correspondent au coût d'opportunité pour la société, me permit de combler cette lacune dans mes travaux tout en me donnant l'occasion d'explorer plus en profondeur ce qui se passe sur les marchés de la main-d'œuvre, des devises et du capital. Ceci me valut aussi de polémiquer, dans des séminaires pour cadres que je fis pour la Banque mondiale en France et en Afrique, avec des économistes de la coopération française, farouches partisans de la méthode dite des effets, appliquée à l'évaluation de projets publics, celle-ci ignorant aussi ces mêmes distorsions qui sont le plus souvent créées par des politiques économiques et sociales.

- **Une dernière question. Vos projets de recherche?**
- Un thème qui m'intéresse beaucoup, ces jours-ci, est celui de la valeur économique de la vie humaine. C'est un problème fascinant et difficile à la fois, car il a une double dimension, celle de l'efficacité et celle de l'équité. Du point de vue strict de l'efficacité, seule la vie d'un nombre très limité d'individus a une valeur économique. C'est la vie de ceux dont l'œuvre a des impacts significatifs après leur mort, un Mozart, un Einstein, par exemple. Les autres, selon moi, et cela peut choquer, ont, de ce point de vue, une existence dont la valeur économique est nulle. Mais si on aborde le même problème sous l'angle de l'équité, cela ne signifie pas qu'on doive rester nécessairement insensible au fait que madame X ou monsieur Y se fassent écraser par un chauffard. Je compte bien approfondir cette thématique en m'associant à

d'autres, dont mon collègue, Georges Dionne, titulaire de la Chaire de gestion des risques aux HEC de Montréal.

➤ **Nous vous lirons avec intérêt et merci.**

#### Les citations retenues par *L'Éconolien*

« Lorsque je suis arrivé au FMI, j'ai eu du mal à m'habituer au fait que toute réunion devait aboutir à une décision. Dans les milieux universitaires, on pouvait se contenter de dire que la situation n'était pas claire, sans aller plus loin. Au FMI, nous devons prendre une décision même lorsque le résultat est incertain ... »

Stanley Fisher, ancien professeur titulaire de la chaire Killian et directeur du Département d'économie au MIT; directeur général adjoint au FMI de 1994 à 2001.

(Bulletin du FMI, 10 septembre 2001, p. 280).

« Allah ne vous interdit pas d'être bons et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus à cause de votre foi et qui ne vous ont pas expulsés de vos maisons. Allah aime ceux qui sont équitables »

(Le Coran, Sourate 60 de L'Épreuve, verset 8).

## **L**e diagnostic de nos docteurs

Depuis la parution du dernier numéro de *L'Éconolien*, deux thèses de Ph.D. ont été soutenues avec succès à notre département. Celle de **Richard Luger**, intitulée *Asymétrie dans les relations économiques et financières* (directeur : René Garcia; co-directeur : Jean-Marie Dufour), et celle de **Stéphanie Lluis**, qui a pour titre : *Analyse empirique des caractéristiques de l'entreprise dans la formation des salaires* (directeur : Claude Montmarquette; co-directeur : Thomas Lemieux).

La thèse de **Richard** est une contribution à l'économétrie de la finance dans sa dimension théorique surtout, mais aussi du point de vue des algorithmes de calcul et de simulation. L'effort est également mis sur la capacité de nouvelles méthodes à expliquer des faits stylisés du marché financier (changements de régime, etc.). Les non-initiés aux récents développements qu'a connus ce domaine d'expertise sont priés de s'abstenir, ce qui n'enlève rien à l'excellente qualité du travail de **Richard**. Ce dernier est actuellement analyste au Département des recherches de la Banque du Canada à Ottawa.

Quant à la thèse de **Stéphanie**, nous en présentons ici des extraits du résumé tout à fait clair qu'elle en a fait elle-même :

*La relation salariale, définie par l'échange d'un service du travail contre le paiement d'un salaire, présente des spécificités qui la distinguent des autres relations marchandes. Par exemple, elle est régie par des règles de promotion et d'avancement à l'ancienneté qui sont propres à chaque entreprise. L'analyse dans cette thèse part de l'existence de certains faits empiriques observés par plusieurs études analysant différentes entreprises selon lesquels le salaire ne reflète pas uniquement la productivité du travailleur tel que prédit par la théorie néoclassique du marché du travail. Ces faits révèlent que les caractéristiques de l'entreprise telles que l'industrie dans laquelle elle opère (Krueger et Summers (1988)), sa taille (Brown et Medoff (1989)), et la structure des postes*

(Baker, Gibbs et Holmstrom (1994)) ont un impact sur le salaire du travailleur.

L'objectif de notre thèse a été de mettre en évidence l'importance de prendre en compte l'interaction entre les différentes dimensions des compétences et les spécificités de l'entreprise dans l'analyse de la détermination des salaires. Trois aspects des spécificités de l'entreprise ont été abordés : la structure hiérarchique des emplois dans l'entreprise, la taille de la compagnie et les politiques de ressources humaines qui définissent l'organisation du milieu de travail de l'entreprise.

Le premier chapitre analyse la relation salariale d'un point de vue dynamique ...

Dans ce chapitre, nous testons le modèle de Gibbons et Waldman (1999) afin d'étudier la dynamique des salaires et la mobilité des travailleurs dans les entreprises caractérisées par une structure hiérarchique des postes. L'estimation du modèle repose sur la méthode des moments généralisés appliquée aux données en panel de l'enquête allemande GSOEP sur la période 1986-1996.

... d'après les résultats des estimations, la dynamique des salaires révèle ... l'importance d'un effet d'habileté individuelle non mesurée et la présence de rendements de cette habileté significativement distincts entre les niveaux hiérarchiques des postes. L'effet d'apprentissage de cette habileté n'est par contre pas apparent dans les résultats. Ceci est peut-être lié au fait qu'il existe un système de stages dans l'entreprise très répandu en Allemagne grâce auquel le contact entre employeurs et travailleurs peut se faire avant la fin des études et l'entrée sur le marché du travail.

Le deuxième chapitre étudie la structure des salaires selon la taille de l'entreprise. ... Certains travailleurs ont un esprit d'initiative qui pourrait être plus facilement mis en évidence dans les petites entreprises. D'autres ont un esprit d'entreprise qui pourrait être mieux utilisé dans une grande entreprise. Il en résulte un choix entre acquérir un moindre niveau d'éducation formelle et entrer dans une petite entreprise ou obtenir plus d'années d'éducation et choisir une grande compagnie.

... Une comparaison utilisant les données américaines et canadiennes (CPS et LFS 1998) suggère que les structures de salaire selon la taille de l'entreprise sont similaires au Canada et aux États Unis dans le cas des compagnies non syndiquées. Dans le cas des entreprises syndiquées, il existe des différences significatives dans la rémunération des compétences du travailleur entre les petites et grandes compagnies.

Le dernier chapitre explore les liens entre la dispersion des salaires et les pratiques de ressources humaines qui visent à encourager la participation des employés à certaines des décisions de l'entreprise. Les données viennent du National Employer Survey qui fournit de l'information sur les pratiques de ressources humaines d'entreprises américaines. ... En général, l'adoption de ces pratiques a un effet significatif sur le ratio des salaires et l'effet est similaire quel que soit le type de pratique utilisée. L'effet est par contre différent entre les entreprises des secteurs manufacturier et non manufacturier. Cela suggère que les effets de l'organisation du milieu de travail dépendent plus de l'interaction entre technologies de production et compétences de la main d'oeuvre spécifiques au secteur de

production, que du choix d'une ou plusieurs pratiques de ressources humaines particulières.

La réputation scientifique de **Stéphanie** est quasiment faite. L'évaluateur externe de sa thèse, le professeur Robert Gibbons, a décidé d'inscrire un des essais de notre diplômée de Ph.D. dans la liste des lectures d'un des cours qu'il enseigne au MIT, **Stéphanie** est à l'Industrial Relations Center de l'Université du Minnesota.

*Vous désirez consulter une thèse de doctorat, voire un rapport de recherche ou un mémoire de maîtrise en sciences économiques, dont vous auriez repéré le titre sur notre site Web ([www.fas.umontreal.ca/scéco](http://www.fas.umontreal.ca/scéco)). Prenez contact avec Fethy Mili, documentaliste ([fethy.mili@umontreal.ca](mailto:fethy.mili@umontreal.ca) ou (514)343-6111 poste 3840). Responsable de notre centre de documentation situé au 3150, rue Jean-Brillant, 6<sup>e</sup> étage, local C-6070, il se fera un plaisir de vous y recevoir. Le texte souhaité, un siège confortable et un breuvage vous y attendront. Ce sera aussi un privilège que de vous revoir dans nos murs.*

**J'**ai lu  
Les *Éditions Odile Jacob* se sont fait une spécialité de publier des ouvrages de vulgarisation écrits par des scientifiques de qualité. Elles viennent ainsi de publier à un an d'intervalle deux ouvrages de l'économiste français **Jacques Lesourne**.

Pour savoir presque exhaustivement (!) qui est **Lesourne**, le premier de ces deux ouvrages, ouvrage de mémoires intitulé *Un homme dans notre siècle*, est la meilleure des références. Le titre n'est pas seulement de circonstance au tournant du millénaire, car **Lesourne** y donne vraiment un panorama non seulement de sa propre vie, mais de la vie du siècle 'autour' de lui. Bien que né seulement en 1928, l'auteur explique en effet dès le début que sa vie a embrassé le siècle et même plus, en amont parce qu'il a cherché à comprendre ce qu'a été la vie de ses grand-parents qui l'ont en fait élevé jusqu'à l'adolescence et en aval parce que, outre le fait qu'il est heureusement toujours en vie, la prospective est une de ses spécialités. Le lecteur discernera sans doute un soupçon d'immodestie dans cette prétention à s'accaparer le siècle qui va jusqu'au parti pris délibéré de raconter en parallèle les grands événements du monde et les petits événements de sa propre vie, en se permettant des jugements aussi catégoriques dans les deux cas. Il me semble que l'on peut cependant accepter cette immodestie, non seulement à cause de l'envergure de l'auteur, mais aussi parce qu'il sait également être très critique sur lui-même.

Indépendamment du jugement moral que l'on peut porter à ce stade, le résultat est, à mon avis, un ouvrage toujours intéressant malgré sa longueur (plus de 800 pages) précisément parce qu'il n'est pas courant d'avoir ainsi le témoignage personnel, sans faux semblant ni retenue, d'un grand intellectuel à la fois sur ses choix de vie et sur sa vision du monde. Évidemment, je ne suis peut-être pas totalement impartial dans cette appréciation puisque je suis moi-même un économiste français, ayant passé comme **Lesourne** une bonne partie de mon enfance dans la ville de La Rochelle et ayant travaillé directement avec lui pendant quatre ans au début de ma carrière. Je

crois cependant que **Lesourne** soulève dans son ouvrage deux catégories de questions qui doivent intéresser au moins tout économiste : la première est relative au métier d'économiste (que sont ou devraient être ses différentes facettes? Qu'est-ce qu'une carrière d'économiste réussie?) et la seconde à la vision du monde que donne ce métier (la qualité d'économiste donne-t-elle des éclairages pertinents pour la compréhension de l'histoire? pour la prévision du futur?). Pour la clarté du résumé, je vais ci-dessous renoncer au parti pris de l'auteur en séparant les deux questions.

Le sous-titre de l'ouvrage de mémoires de **Lesourne** est « *De Polytechnique à la prospective et au Journal Le Monde* ». En tant que français, j'ai un peu honte de cet archaïsme qui consiste à classer un individu parmi l'élite parce qu'à vingt ans il a été élève d'une des plus grandes écoles françaises qui, qui plus est, n'accepte des élèves du sexe féminin que depuis le début des années soixante-dix! Disons simplement qu'en sortant premier de Polytechnique, **Lesourne** avait ouvert devant lui, à l'orée des années cinquante, l'éventail de toutes les carrières scientifiques ou administratives possibles au plus haut niveau. Il a choisi une carrière d'économiste, d'abord en la pratiquant dans une grande entreprise publique (Charbonnages de France). Un premier tournant de sa carrière est apparu dès sa trentaine, quand il a eu l'opportunité de fonder (avec quelques anciens élèves à la même école!) une société d'études économiques appelée SEMA. Cette société a remporté pendant quinze ans de grands succès, faisant des études économiques tant pour l'État (études de rentabilité et d'impact de grands ouvrages comme le pont de l'île de Ré, pour revenir aux origines rochelaises!) que pour le secteur privé. La SEMA a joué en particulier un grand rôle pour l'informatisation de la France, le développement des études d'opinion et de marketing (fondation de la SOFRES) et plus généralement la modernisation de l'approche des questions économiques (rationalisation des choix budgétaires, analyses coûts – bénéfiques, recherche opérationnelle).

J'ai personnellement trouvé passionnantes les pages qui nous montrent ces jeunes intellectuels des années soixante qui se sentent investis d'une mission : le calcul économique doit permettre de rationaliser les choix de politique ou de gestion et en retour de maximiser le bien-être collectif. La crise économique des années soixante-dix est venue évidemment tempérer ce bel optimisme et, au niveau personnel, la conséquence pour l'auteur des difficultés conjoncturelles a été de se trouver confronté à l'évidence de la nécessité d'un choix qui me semble être le drame de sa vie. C'est précisément parce que je suis souvent frappé par l'urgence d'alerter mes étudiants ou anciens élèves sur ce choix qu'il m'a paru intéressant de parler du livre de mémoires de **Lesourne** à tous nos anciens et amis.

Fondamentalement, en créant la SEMA, **Lesourne** espérait ne pas avoir à choisir et réussir deux (ou trois) carrières simultanément : être un chercheur de pointe en science économique, mais ne pas s'enfermer dans une tour d'ivoire académique en, d'une part, restant en prise directe sur les problèmes réels, et d'autre part, gérant lui-même une compagnie aux ambitions à l'échelle européenne. Même s'il ne cesse de s'en défendre, on ne peut pas, me semble-t-il, ne pas éprouver à la lecture de ses



mémoires un sentiment d'échec grave sur ce point. J'ai l'habitude de dire à mes étudiants qu'une des premières leçons de la méthode de la science économique est que l'on ne peut pas maximiser plusieurs critères simultanément mais seulement en maximiser un, sous la contrainte (souvent frustrante!) que d'autres ne passent pas en-dessous d'un certain seuil. On ne peut pas maximiser simultanément la qualité de sa recherche en science économique, les bénéfices de sa compagnie et un certain nombre de satisfactions personnelles (insertion dans le monde, écriture de livres grand public, prise de responsabilités, etc.). Ce livre de mémoires est une excellente illustration de cette tension qui conduit successivement l'auteur à quitter la direction de la SEMA, prendre, à presque cinquante ans, un poste de nature académique (Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris), mais aussi accepter quasi simultanément une lourde responsabilité de prospective pour l'OCDE (voir le second livre résumé ci-dessous) et en plus des travaux de conseil qui lui laissent peu de temps pour la recherche académique.

La contradiction apparaît même encore plus flagrante, quand, à la fin de sa carrière, l'auteur accepte la direction du Journal *Le Monde*. La motivation est noble à plusieurs titres. Ce quotidien joue depuis l'après-guerre 39-45 un rôle phare dans la vie intellectuelle française et **Lesourne** m'avait confié, dès le début des années quatre-vingt, combien ce journal était important pour lui dans sa posture morale de se tenir toujours informé des problèmes du monde. C'est ainsi qu'il a été conduit à vouloir se mettre lui-même à l'ouvrage pour sortir le journal des difficultés économiques qu'il connaissait à l'orée des années quatre-vingt-dix. Même s'il a obtenu certaines réussites du strict point de vue de ce sauvetage économique, l'auteur est cependant sorti un peu amer de cette expérience car ses mérites n'ont pas toujours été bien reconnus à tel point qu'il a été conduit après trois ans à démissionner de son poste de directeur. La morale est, me semble-t-il, toujours la même : on ne peut pas bien mener plusieurs carrières simultanément et la prétention de l'auteur à s'intégrer dans le monde des journalistes (il rédigeait lui-même des éditoriaux) n'a pas été bien reçue. Enfin, l'auteur lui-même reconnaît que, de retour à son bureau de professeur après cette expérience, il a réalisé que la flamme s'était éteinte.

Pour ceux de nos amis qui n'auraient pas la patience de s'attarder sur cette longue introspection mais voudraient seulement voir l'auteur à l'œuvre dans l'utilisation de ses outils intellectuels d'Économiste spécialisé en particulier dans la prospective pour la compréhension de l'histoire, le petit ouvrage qu'il a publié en février dernier chez le même éditeur sous le titre *Ces avènements qui n'ont pas eu lieu* est passionnant. L'objectif de l'auteur nous est annoncé de la façon suivante par le résumé au dos : 'se placer à différentes dates cruciales du vingtième siècle européen, supposer ignorer ce qui s'est réellement produit et rechercher les trajectoires historiques qui étaient probables à partir de ces dates'. Rappelons que ces dates cruciales et les événements afférents avaient déjà été bien évoqués dans le premier ouvrage en même temps que les événements propres à la vie de l'auteur. Mais cette idée d'analyser l'histoire à la manière d'un prospectiviste

me paraît très productive pour la compréhension de l'histoire (qui s'est réellement produite!).

Je dois pourtant dire en préambule que l'auteur ne m'a jamais, ni dans ces deux livres ni dans d'autres ouvrages plus spécialisés qu'il a publiés dans les années quatre-vingt (voir en particulier *Les mille sentiers de l'avenir*, Seghers, 1981), totalement convaincu du bien-fondé de cette approche technicienne de la prospective. La pratique de la prospective est devenue pour lui une spécialité quand, après avoir ressenti particulièrement durement les conséquences du premier choc pétrolier, le Japon a fait adopter par les pays membres de l'OCDE un projet sur 'l'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en développement'. Un projet de prospective, nommé *Interfuturs* (on peut trouver le **Rapport Interfuturs**, sous-titré *Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible* dans les publications de l'OCDE, 1979), doté d'un budget substantiel et destiné à durer du début de 1976 à 1979, avait été ainsi confié à une équipe d'experts dirigée par **Lesourne**. On trouvera dans l'ouvrage de mémoires une tentative d'évaluation ex post de la qualité de ce travail. L'auteur conclut qu'il ne s'était que très peu trompé. Mais, me souvenant d'avoir lu moi-même le rapport à sa publication en 1979 alors que je commençais juste ma vie d'adulte, je n'ai pas le sentiment qu'il m'avait annoncé de façon utile le monde dans lequel j'allais vivre. Mon impression est que des rapports de ce type, en mettant l'accent sur des scénarios considérés comme objectivement vraisemblables pour les 25 années à venir, ne nous apprennent pas grand chose du fait même de leur approche purement technique. Ils ne sont jamais réellement pris en défaut dans leur tentative rigoureuse de 'maîtriser le vraisemblable' et, quand un événement réellement imprévisible se produit (disons le 11 septembre 2001), ils ont beau jeu de vous dire qu'un scientifique ne pouvait pas le prévoir. Ma conclusion est alors qu'un historien, un sociologue, un philosophe ou même un poète nous apprennent plus sur notre avenir que les technocrates!

En revanche, l'approche des scénarios de *Ces avènements qui n'ont pas eu lieu* m'a réellement aidé à comprendre des tournants de l'histoire comme, en listant des titres de chapitres : juillet 1914, l'avènement de Hitler, l'armistice de 1940, Alger 1942-1943, le Rideau de fer, etc. En fait, je ne crois pas à la bande-annonce 'supposer ignorer ce qui s'est réellement produit et rechercher les trajectoires historiques qui étaient probables'. Dès le premier chapitre, on peut prendre l'auteur en flagrant délit de contradiction par rapport à cette démarche. Il annonce qu'il va chercher à imaginer ce qui aurait pu se passer si l'assassinat à Sarajevo en juin 1914 de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône des Habsbourg, et la série de réactions en chaîne qu'il a déclenchées jusqu'à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3 août 1914 avaient été évités : 'Supposons maintenant que la voiture de l'archiduc ne se soit pas arrêtée et que François-Ferdinand soit revenu indemne à Vienne, et imaginons qu'au cours de l'été 1914 un groupe de prospective soit chargé d'étudier l'avenir de l'Europe... Qu'aurait-il pu écrire?'. Et trois pages plus loin : 'À tout moment néanmoins, l'Allemagne, sûre d'elle-même, peut décider d'éliminer le clan franco-anglais en battant la France et en contraignant le Royaume-Uni à une paix inégale. Le plan

Sciefffen mis en œuvre vers 1925! La configuration de l'automne 1939 retrouvée! Une France qui peut être battue comme en mai 1940...'. On l'aura compris; l'auteur ne cesse de tricher par rapport à la règle du jeu annoncée en utilisant une information sur le futur que ne pouvaient avoir les prospectivistes de l'époque.

Mais c'est précisément ce qui rend l'exercice intéressant à mon avis! Il est d'ailleurs frappant de constater que, si l'analyse est trop rapide pour être considérée comme un véritable travail d'historien, son principe ne serait pas renié, je pense, par un historien comme **Ian Kershaw**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Sheffield. Son ouvrage passionnant intitulé **Hitler, 1889-1936, Hubris** (Flammarion, 1999) décrit en effet l'ascension de cet artiste raté, familier des bas-fonds de Vienne d'avant 1914, par une série de facteurs sans lesquels il serait resté un personnage minable (un avenir qui n'a malheureusement pas eu lieu!):

Page 129: « *C'est la première guerre mondiale qui a rendu Hitler possible. Sans l'expérience de la guerre, l'humiliation de la défaite et le bouleversement de la révolution, l'artiste raté et le marginal n'aurait pas découvert que faire de sa vie en entrant dans la politique et en trouvant son métier de propagandiste et de démagogue de brasserie. Sans le traumatisme de la guerre, de la défaite et de la révolution, sans la radicalisation politique de la société allemande que ce traumatisme a provoquée, le démagogue n'aurait pas trouvé de public pour son message braillard et haineux* »

Page 207: « *Si la Reichswehr n'avait « découvert » ses talents d'agitateur nationaliste, Hitler risquait fort de retrouver les marges de la société, de devenir un ancien combattant aigri sans grandes chances de s'élever* ».

Page 321: « *Les forces qui avaient permis à Hitler de faire son entrée en politique, puis de devenir un facteur clé de la droite bavaroise, trouvèrent le moyen de le sauver alors que sa « carrière » aurait dû être terminée. Le « Hitler-Putsch », on l'aura compris, était loin d'être uniquement le putsch de Hitler(...). Sans l'hostilité dogmatique envers Berlin qui régnait dans les groupes dirigeants de la Bavière, où la virulence des sentiments antidémocratiques, antisocialistes et antiprussiens rassemblaient des forces par ailleurs antagonistes derrière un même objectif, la contre-révolution, jamais Hitler n'aurait eu l'occasion de jouer son va-tout* ».

On l'aura compris. **Kershaw** adopte précisément dans son ouvrage la méthodologie d'explication de l'histoire par **Ces avenirs qui n'ont pas eu lieu**.

Je trouve cette approche très éclairante. Pour conclure et pour m'excuser d'un certain europeo-centrisme de cette chronique (même si je sais bien le lourd tribut que les Canadiens ont eux aussi payé à la guerre), je signalerai qu'une section du chapitre 13 de l'ouvrage historique de **Lesourne** s'intitule « **Washington et Québec** ». Québec a en effet été le lieu de la troisième rencontre houleuse (comme la précédente à Washington) entre Churchill et Roosevelt en août 1943.

**Eric Renault**

## Calendrier 2001-2002 des rencontres scientifiques

**Appel à contributions** pour la Conférence organisée conjointement par CIRANO et le Laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique de Paris qui aura lieu les 10 et 11 janvier 2002, à Paris et s'intitule : « L'organisation du recours à l'expertise scientifique en situation d'incertitude ». <http://www.cirano.qc.ca>

### Colloques, congrès ... organisés par le CRDE 22 février / February, 2002

Conférence spéciale du CRDE  
Peter Howitt (Ohio State University)  
Université de Montréal (3150 Jean-Brillant  
Salle André-Raynauld, C-6149).

### 5-7 avril / April 5-7, 2002

Réseau canadien d'histoire économique/Canadian Network for Economic History, Université de Montréal. Sous la responsabilité de Michael Huberman.

### 30 mai - 2 juin / May 30 - June 2, 2002

Congrès annuel  
Association canadienne d'économie/Canadian Economics Association.  
Sous la responsabilité de Jean-Marie Dufour.  
<http://www.crde.ca>

**Un livre vous a tenu compagnie dans le train, l'autobus, l'avion ou, tout simplement, dans votre salon ou sur le bord du lac. Faites-nous partager le plaisir de votre lecture en contribuant à « J'ai lu » par votre compte-rendu littéraire.**

**APPEL DE COMMUNICATIONS  
42<sup>e</sup> CONGRÈS ANNUEL  
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE  
ÉCONOMIQUE (S.C.S.E.)**

- **LIEU** : à déterminer  
➤ **DATE** : les 15 et 16 mai 2002  
"http://www.er.uqam.ca/nobel/crefe/scse2002.html"

Veillez faire parvenir vos propositions avant le 15 février 2002 à :

Louis Phaneuf, président désigné de la SCSE  
Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succursale Centre-ville  
Montréal (Québec), H3C 3P8  
Courriel : "phaneuf.louis@uqam.ca"

**Allocution de Robert Lacroix**  
Recteur de l'Université de Montréal

**Conférence F.-A. Angers**  
Jean-Pascal Bénassy (CNRS-CEPREMAP)  
«Rigidités nominales dans les modèles d'équilibre général intertemporel stochastique»

**Conférence ASDEQ-SCSE**  
Philippe Aghion (Harvard University et University College de Londres)  
«Croissance et développement : l'approche schumpeterienne»

**Discours présidentiel**  
Marc van Audenrode (Université Laval)  
«Le marché du travail québécois au cours du prochain quart de siècle : l'incroyable perspective d'une pénurie de main-d'œuvre»

Le congrès annuel de l'Association des économistes québécois (ASDEQ), qui sera consacré au thème « *La croissance économique : à quel prix et pour qui?* », se tiendra au même endroit les 15, 16 et 17 mai 2002.

*Nous vous invitons vivement à visiter le site Web du Département à l'adresse : [www.fas.umontreal.ca/sceco](http://www.fas.umontreal.ca/sceco). On y trouve un ensemble complet d'informations sur le Département, les programmes qu'il offre, les séminaires qui s'y donnent ainsi que les numéros de L'Éconolien. À cet égard, si vous préférez consulter L'Éconolien sur notre site Internet plutôt que le recevoir par la poste, nous apprécierions que vous en avisiez Suzanne Larouche-Sidoti ([suzanne.larouche-sidoti@umontreal.ca](mailto:suzanne.larouche-sidoti@umontreal.ca)) téléphone : 514-343-6854 ou télécopieur : 514-343-7221.*

**Contenu du Bulletin**

Mot de la rédaction .....	1
Mot du directeur .....	1
Au 6 <sup>e</sup> étage! .....	2
Échos des anciens et amis .....	5
Un ancien nous reçoit .....	6
Un prof nous parle .....	9
Le diagnostic de nos docteurs.....	12
J'ai lu .....	13

*La rédaction de L'Éconolien remercie Jocelyne Demers, adjointe administrative au Département de sciences économiques, d'avoir relu la première mouture des textes de ce numéro et d'y avoir apporté les corrections de style qui s'y imposaient. ∞*

*N.D.L.R. : Le genre masculin a été utilisé dans ce bulletin uniquement dans le but d'alléger le texte.*

Publié par le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal.

Rédaction : André Martens en collaboration avec  
Suzanne Larouche-Sidoti.

Adresse : L'Éconolien  
Département de sciences économiques  
Université de Montréal  
C.P. 6128, Succ. Centre-ville  
Montréal, Qc, H3C 3J7

Courriel : [andre.martens@umontreal.ca](mailto:andre.martens@umontreal.ca)  
Téléphone : (514)343-7390  
Télécopieur : (514)343-5831